2720

République du Sénégal

REGION DE DIOURBEL

CONSEIL REGIONAL

**ATELIER DE LANCEMENT DES TRAVAUX
D' ELABORATION DU PRDI DE DIOURBEL**

**Rapport introductif sur la Situation
Economique et Sociale de la Région**

*Présenté par : Ibrahima NDONG
Chef du Service Régional
de la Planification*

23 Août 1999

SOMMAIRE

CONTEXTE :	3
I- <u>PRESENTATION GENERALE DE LA REGION</u>	4
1-1 POSITION GÉOGRAPHIQUE.....	4
1-2 MILIEU NATUREL	4
1-3 CLIMAT	5
1-4 PLUVIOMÉTRIE.....	5
1-5 SOLS.....	5
1-6 ORGANISATION ADMINISTRATIVE	6
1-7- MILIEU HUMAIN.....	6
II- <u>SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REGION</u>.....	7
2-1 <u>AGRICULTURE</u>	7
2-1-1 <i>Cultures pluviales</i>	7
2-1-2. <i>Cultures maraîchères</i>	9
2-2. EAUX ET FORÊTS, ENVIRONNEMENT.....	9
2-5. HYDRAULIQUE RURALE ET HYDROLOGIE	10
2-6. INDUSTRIE ET MINES.....	11
2-7. ARTISANAT	11
2-8. COMMERCE.....	12
2.9. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	13
2.9.1 <i>Transports</i>	13
2.9.2. - <i>Télécommunications</i>	14
2.10. TOURISME.....	15
2-11. EDUCATION ET FORMATION	15
2-12- SANTÉ ET ACTION SOCIALE	19
2-13- HABITAT ET CADRE DE VIE.....	21
2-14- JEUNESSE ET SPORTS	23
2-15- CULTURE ET LOISIRS	23
2-16-SECTEUR INFORMEL.....	24
III - <u>PAUVRETE</u>	25
CONCLUSION :	25

CONTEXTE :

La définition et la mise en œuvre de politiques destinées à améliorer les conditions de vie des populations sénégalaises sont un processus itératif auquel il importe que participent les services gouvernementaux, les organisations communautaires de base, la société civile et les partenaires au développement.

C'est pourquoi, la démarche adoptée pour l'exercice qui vous est proposé se veut participative. Elle tente d'associer tous ceux qui sont les plus susceptibles d'apporter une contribution et de participer à la mise en œuvre des options retenues, notamment : les **ONG**, les **Collectivités Locales**, les **Agriculteurs**, les **Pasteurs**, les **Organisations de populations.....**

Cette dynamique est tenue de prendre en compte les préoccupations et priorités des populations pour une meilleure appropriation des actions de développement dans le cadre de la décentralisation.

C'est dans ce contexte que s'élaborera la deuxième version du Plan Régional de Développement Intégré de la Région de Diourbel conformément à la recommandation n° 8 du Conseil Supérieur du Plan du **29 Janvier 1997** qui insiste sur la nécessité d'articuler les Plans des collectivités locales au Système National de Planification (NSP).

Dès lors, chaque région doit élaborer et réactualiser son Plan Régional de Développement Intégré (**PRDI**) pour réduire les disparités de tous ordres, accélérer sa croissance économique, maîtriser les tendances lourdes de la croissance démographique, accroître et accélérer l'investissement dans la valorisation des ressources humaines etc.....

INTRODUCTION

L'objectif du Plan Régional de Développement Intégré (**PRDI**) est d'intégrer toutes les actions en vue de les coordonner et de répondre valablement aux préoccupations d'équilibre régional et d'efficacité des programmes nationaux. A cet égard, l'élaboration du **PRDI** participe à la mise en œuvre de l'une des orientations stratégiques du IX^e Plan de Développement Economique et Social à savoir : renforcer le Développement et l'Intégration des régions par l'élaboration et la mise en œuvre de plans régionaux et locaux de développement et le renforcement de la capacité de gestion et de pilotage du développement par des entités décentralisées.

Dans cette perspective, le présent rapport dresse un bilan diagnostic des principaux secteurs clés de l'économie régionale en procédant à l'identification des ressources et potentialités d'une part, et d'autre part à l'inventaire des contraintes de blocages à leur mise en valeur pour un développement humain durable.

I- PRESENTATION GENERALE DE LA REGION

1-1 Position Géographique

Située à quelque **146 kilomètres** à l'Est de la capitale nationale Dakar, par la Route Nationale n° 3, la région de Diourbel correspond approximativement avec l'ancienne province du Baol qui atteint ses limites maximales sous le règne du **Damel Teigne Lat Soucabé Ngoné DIEYE (1697-1719)**.

Elle se positionne entre **14° 30** et **15°** de latitude Nord et **15° 40** et **16° 40** de longitude Ouest. Elle est limitée au Nord par les régions de Thiès et de Louga, au Sud par les régions de Thiès et de Fatick, à l'Est par les régions de Fatick et de Louga et à l'Ouest par la région de Thiès.

Elle couvre une superficie de **4.359 km²** soit **2,2 %** seulement de l'ensemble du territoire national. A cet égard, elle représente la plus petite région du pays après celle de Dakar (**550 km²**).

Sa densité de population est l'une des plus fortes du pays avec **201 hts/km²** selon les projections démographiques de **1989 à 2015**.

1-2 Milieu naturel

L'aménagement d'un territoire se fait sur la base de ses ressources et potentialités. Son objectif est d'engendrer un développement soutenu et harmonieux visant dans l'immédiat la satisfaction des besoins humains fondamentaux dans le cadre des potentialités et contraintes liées aux systèmes d'environnement, y compris les ressources naturelles.

Ainsi, il convient de souligner que la région de Diourbel est faiblement dotée en potentialités naturelles. En effet, elle ne dispose ni de cours d'eau pérennes, ni de façade maritime, ni de ressources minières, ni de forêts classées. C'est dire que son potentiel naturel est quasi inexistant.

Cependant, elle appartient au bassin arachidier et particulièrement à la sous-zone des sols **diors** Nord qui assure **40 à 50 %** de la production arachidière et céréalière et **80 %** de la production en nièbé de la zone.

Sur le plan physique, elle est divisée en deux principales zones d'aménagement spécifique notamment :

- la zone « **J** » qui correspond au bassin arachidier ancien et qui couvre **3.617 km²**, soit **31 %** de la zone d'aménagement ;
- la zone « **K** » qui coïncide avec le bassin arachidier du centre et s'y étend sur une superficie de **75 km²** représentant seulement **4%** de la zone d'aménagement.
- le reste de son territoire, soit environ **37 km²**, serait compris dans la zone d'aménagement « **O** » qui constitue le domaine agropastoral de transition situé dans le département de Mbacké frontalier avec la région de Louga.

1-3 Climat

Le climat de la région est de type soudano-sahélien à prédominance sahélienne défini par la succession d'une longue saison sèche pouvant aller du mois d'Octobre au mois de Juin et une saison des pluies pouvant aller du mois de Juin au mois d'Octobre. Le climat est chaud et sec. Il est soumis huit (8) mois sur douze (12) à l'harmattan, branche finissante de l'alizé continental. Les températures sont toujours élevées et variables avec un minimum de **24 ° en Janvier** et un maximum de **35 ° en Juin** en moyenne. Il est caractérisé par une faible pluviosité et une forte évaporation.

1-4 Pluviométrie

La région est comprise entre les isohyètes **400 et 500 mm**. Entre **1966 et 1998**, la pluviométrie moyenne annuelle enregistrée est de **410 mm** avec un minimum de **376,6 mm** et un maximum de **565,8 mm**. Au cours des trente (30) dernières années, la variabilité inter annuelle s'est accrue et on observe une forte tendance à la baisse avec **438,3 mm en 1994 ; 565,8 mm en 1995 ; 392,1 mm en 1996 ; 427,2 mm en 1997 et 376,6 mm en 1998**. Ainsi, la pluviométrie est irrégulière dans sa répartition tant spatiale que temporelle. Les hauteurs d'eau recueillies varient aujourd'hui entre **300 et 500 mm pour 30 à 40 jours** de précipitations.

1-5 Sols

D'une manière générale, trois(3) types de sols sont rencontrés dans la région de Diourbel. C'est ainsi que l'on distingue :

- les sols ferrugineux tropicaux non ou peu lessivés communément appelés « diors ». Ils sont sableux, perméables, pauvres en matières organiques, bien drainés et favorables s'ils sont bien amendés à la culture de l'arachide, du mil, du niébé, du manioc, de la pastèque et du « bissap ». Ils représentent 80 % des sols de la région ;
- les sols bruns hydromorphes ou « deck » Ils couvrent 15 % des terres. D'un aspect argileux, ils sont rencontrés dans les zones propices aux cultures céréalières notamment le sorgho et à la pratique du maraîchage. Ce type de sol se rencontre particulièrement dans le département de Bambey. Il intéresse la vallée du Ndiémane sur 10.000 ha ;
- les sols ferrugineux tropicaux rouges ou lithosols communément appelés « deck-diors ». Ils se présentent dans l'espace régional sous forme de poches et représentent 5% seulement des terres. Ils sont favorables à la culture du sorgho, du maïs, de la tomate, du gombo et des agrumes.

1-6 Organisation administrative

En 1960, la région administrative de Diourbel comprenait six(6) départements avec une superficie de **33.547 km²** notamment : Kébémér, Linguère, Louga, Diourbel, Bambey et Mbacké.

En 1976, la partition de la région par l'application de la **loi n° 76-21 du 21 Juin 1976** relative à l'organisation de l'Administration Territoriale et Locale modifiée consacra la création de la nouvelle région de Louga.

Aujourd'hui, la région est subdivisée en trois (3) départements (Bambey, Diourbel et Mbacké) qui se subdivisent à leur tour en sept (7) Arrondissements eux-mêmes divisés en trente-deux (32) Communautés rurales aux côtés desquelles l'on compte trois (3) Communes soit un total de trente-six (36) Collectivités locales dont la Région.

1-7- Milieu humain

En 1998, d'après le **RGPH**, la population recensée de la Région était de **620.660** habitants. Aujourd'hui, elle est estimée à **875.272** habitants soit **9,4 %** de la population nationale. Elle est essentiellement jeunes (**60%** ont moins de **20 ans**). Aussi, la majorité de la population vit en milieu rural avec **78,5%** de l'ensemble régional contre **21,5%** en milieu urbain. Par ailleurs, les femmes représentent une importante frange de la population (**53%**).

La population de la région évolue très rapidement. En effet, le taux d'accroissement moyen annuel qui était de **2,2%** entre **1960 et 1976**, est passé à **3,2 %** entre **1976 et 1988**.

En outre, elle se caractérise par son inégale répartition géographique avec le département de Mbacké qui concentre (45,76 %) des effectifs totaux suivi de Bambey (28,24 %) et de Diourbel (26 %).

En effet, de par sa position géographique, entre les pays traditionnels Wolofs au Nord et Sérère au Sud, la région constitue un brassage ethnique composée de populations Wolof (66,4 %), Sérère (24,7 %), Pulaar (6,9 %), Mandingue (0,2 %), Diola (0,1 %). Les autres groupes minoritaires représentent globalement environ 1,7 %.

La religion musulmane est pratiquée par près de 99 %.

Les mouvements migratoires sont considérables. En effet, la région est une vaste zone de départs. Ce phénomène qui affecte plus les effectifs masculins de jeunes en particulier des zones rurales s'explique dans une mesure par la précarisation continue des conditions de vie dans les campagnes et le manque d'emplois. Les destinations sont multiples comme en attestent les nombreux regroupements de ressortissants de la région au Sénégal (parc Lambaye) Dakar) et à l'Étranger.

II- SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REGION

L'économie de la région repose essentiellement sur les activités agricoles et le secteur informel. En effet, le secteur primaire occupe environ 80 % de la population composée en majorité de ruraux. Ainsi, le présent rapport tentera de faire une présentation sommaire des ressources et potentialités des principaux secteurs d'activités socio-économiques et l'identification des contraintes et difficultés majeures à la mise en valeur pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

2-1 Agriculture

L'on distinguera les cultures pluviales des cultures maraîchères.

2-1-1 Cultures pluviales

Les principales spéculations sont le mil (51 %), l'arachide (37 %), le niébé (10 %), le sorgho (2 %) des surfaces emblavées. La majorité des sols sont « diors », reconnues propices à la culture de l'arachide et du mil. Le mil est de loin la céréale la plus cultivée et constitue la base alimentaire des populations de la région.

L'arachide est la première culture de rente avec une superficie emblavée de 92.719 ha soit 38,9 % des superficies emblavées.

Le niébé, autrefois, culture secondaire prend de l'ampleur. De plus en plus, il est utilisé comme substitut au mil et à l'arachide pendant les hivernages à haut risque.

Le Sorgho, deuxième culture céréalière après le mil souna, est surtout cultivé sur les sols « decks » dans le département de Bambey, et plus particulièrement dans la vallée de Ndiémane. En moyenne, il occupe 2 % des emblavures.

D'autres espèces comme le manioc, les pastèques et le bissap sont autant de cultures d'appoint qui gagnent de plus en plus de l'importance et contribuent à la diversification de la carte variétale de la région.

Hélas, le développement de l'agriculture se heurte à un certain nombre de contraintes notamment :

- la baisse régulière de la pluviométrie depuis la fin des années 70 ;
- l'inadaptation des variétés de **mil souna 3** et **arachide 55-437** au long cycle végétatif de 90 jours ; (leurs besoins en eau sont mal satisfaits pour arriver en maturité) ;
- la forte pression démographique sur les terres cultivables ;
- la mauvaise qualité physico-chimique de la plupart des sols qui exigent d'importants amendements ;
- l'insuffisance des semences et la dépréciation de leur qualité ;
- le faible niveau d'équipement et la vétusté du matériel agricole conséquence directe de la suppression du Programme Agricole en 1980. Près de 95 % des chefs de ménages enquêtés en 1998, dans le cadre de l'étude socio-économique de la région par le Projet Agroforestier, n'ont pas de charrette ; aucun d'eux n'a de charrue ; plus de 73 % ne sont pas munis de semoirs, plus de la moitié ne possèdent pas de houe ;
- La difficulté d'accès au crédit de campagne pour l'acquisition d'intrants agricoles ;
- La forte pression phytosanitaire comme nous en avons eu une parfaite illustration au début de cet hivernage 1999.

Cependant, le sous-secteur ne manque pas d'atouts de développement.

En effet, il existe un certain nombre d'acquis en termes de création de variétés de mil, arachide, sorgho, niébé. Les exploitations agricoles de la région ont également bénéficié d'un encadrement relativement important de la SODEVA.

2-1-2. Cultures maraîchères

La culture maraîchère dans la région est à un niveau encore timide. Cependant, l'activité horticole apparaît dans certaines zones en particulier dans les cuvettes de Ndongol (Bambey) et de Ndock (Mbacké) comme une alternative aux activités agricoles traditionnelles. Ainsi, les superficies occupées par ce type d'exploitation suivant les départements sont évaluées à **19,7 ha** à Bambey et 18,3 ha à Diourbel. Les sous produits sont généralement recyclés au profit de l'élevage.

En plus de l'existence d'une vieille tradition de culture maraîchère, cette activité est encouragée par l'existence d'une forte demande non satisfaite et la disponibilité de sols favorables à son développement.

Malgré ces atouts, le développement du maraîchage reste confronté à un certain nombre de contraintes notamment :

- non disponibilité d'eau de qualité en quantité suffisante ;
- difficultés de commercialisation liées aux problèmes de conservation, de transport et de transformation des produits ;
- manque de professionnalisme des producteurs.

2-2. Eaux et Forêts, Environnement

La Région de Diourbel ne dispose ni de forêts classées, ni de formations forestières proprement dites. Cependant, l'on rencontre quelques espèces d'arbres notamment : l'Adansonia digitata ou « **gouye** » en wolof, l'Acacia raddiana ou « **sengue** », le Balanites aegyptica ou « **soump** », le Guiera sénégalsis ou « **nguers** », le Combretum glutinosum ou « **rate** », le Faidherbia albida ou « **cadd** ». Son omniprésence dans les terroirs villageois est la preuve de sa relation étroite entre son existence et les civilisations agropastorales qui favorisent beaucoup sa régénération et la conduite sylvicole visant l'obtention de beaux et vigoureux peuplements, associés aux cultures et à l'élevage.

Malgré les acquis des projets antérieurs (**PROBOVIL**) et les espoirs des actions en cours (**PAGF**), quelques contraintes entravent au développement du sous-secteur :

- le caractère extensif du système de production agricole basé sur le déboisement abusif et le défrichement ;
- la dégradation des conditions pédoclimatiques et la pression anthropique défavorable à la régénération du couvert ligneux ;
- la faible intégration des systèmes de production agro-pasto-forestiers ;

- l'inadaptation des techniques culturales favorisant la dégradation des sols et de la végétation ;
- l'abandon du système agro- forestier traditionnel adapté à la zone ;
- l'incapacité des vallées fossiles du Sine et Car-Car à stocker de l'eau du fait de la sécheresse ;
- l'inexistence d'eaux superficielles (cours d'eau pérenne, littoral.....).

Tout comme l'agriculture l'élevage est un sous-secteur dynamique et vital pour l'économie régionale.

Le cheptel régional est important et est essentiellement localisé au Nord de la région (département de Mbacké).

Concernant les effectifs, les derniers chiffres de 1998, font état de 82.550 bovins, 139.800 ovins/caprins, 492 porcins, 75.550 équins, 65.000 asins et 1.513.090 volailles.

C'est ainsi qu'il est devenu, ces dernières années à côté du commerce, une activité très lucrative et se positionne au second rang avec l'agriculture. En outre, la région abrite une fabrique d'aliment de bétail et de volaille (la Sétuna).

Au demeurant, le développement du sous-secteur se heurte aux contraintes ci-après :

- l'insuffisance, voire l'inexistence de zones de pâture ;
- les vols fréquents de bétail ;
- l'insuffisance des ressources alimentaires ;
- les faibles performances des animaux dans la production de viande et de lait ;
- le caractère extensif des systèmes pastoraux ;
- les difficultés d'accès au crédit.

2-5. Hydraulique rurale et hydrologie

La région de Diourbel appartient au bassin sédimentaire du secondaire et du tertiaire. Les ressources en eau sont essentiellement souterraines.

Sur le plan hydrologique, la région renferme des nappes souterraines de profondeurs et de qualités variables.

C'est ainsi que l'on distingue à l'Ouest du 16^e méridien, deux (02) nappes phréatiques logées dans différentes formations géologiques comprises entre le maestrichtien et quaternaire. Il s'agit de :

- la nappe de la zone Khombole-Bambey-Diourbel ;
- la nappe du Baol au Nord et à l'Ouest de Diourbel.

Les nappes suivantes sont captées par les puits et les forages dans la région :

- **la nappe profonde du Maestrichtien** intéressant la totalité de la région. Elle est captée à des profondeurs supérieures à **500 m**. La qualité de son eau est généralement bonne pour la consommation de l'homme et des animaux. Elle intéresse particulièrement les arrondissements de Ndindy, Kael et Ndamé ;
- **la nappe de Paléocène** : la qualité de son eau va du médiocre au mauvais avec une teneur en sel dépassant **1,5 g/l** et plus de **1mg/l** pour le fluor. Elle est impropre à toute utilisation. Elle est localisée dans l'arrondissement de Ngouye (Bambey) ;
- **la nappe du Luthétien** : elle est accessible dans les profondeurs de 20m. Elle est alimentée par drainage des nappes contiguës et par les eaux de pluies. C'est pourquoi, elle reste tributaire des caprices de la pluviométrie et des effets de la sécheresse. Elle est rencontrée dans l'arrondissement de Lambaye.

Même si ces ressources en eaux souterraines sont jugées globalement importantes, certaines nappes sont exposées à la pression démographique. Cependant, le Programme National de Revitalisation des vallées fossiles et le Projet de canal de Cayor offrent à la région des bonnes perspectives avec le relèvement du niveau piézométrique de ces nappes éprouvées et l'amélioration des qualités physico-chimiques de l'eau.

2-6. Industrie et Mines

La région ne dispose que de deux (02) unités industrielles : la **SONACOS /EIB** et la **SETUNA**. En 1997, la production de la SONACOS était estimée à 75.813 fûts d'huile, 71.694 cartons de vinaigre, 89.163 cartons de javel, 2.039 tonne de malaw. La petite et moyenne entreprise se caractérise par un développement timide. Pour les mines, il n'existe aucun gisement dans la région.

2-7. Artisanat

La région connaît une longue tradition de travail artisanal.

A cet égard, l'activité artisanale occupe une grande partie des populations urbaines. Le nombre d'artisans est estimé à 5.052 d'après le dernier recensement national. Ces artisans sont répartis dans 3.000 entreprises pour la plupart de type familial.

Les trois (03) grands types d'artisanat sont tous rencontrés dans la région notamment : l'Art, la Production et le Service.

D'après les statistiques, l'artisanat de production reste le domaine de prédilection des artisans de la région avec 58 % des effectifs maîtrisés. Il reste le plus grand pourvoyeur d'emplois dans l'Informel.

Cependant, un nombre de contraintes restent à lever pour la promotion du sous-secteur :

- les difficultés d'accès au crédit ;
- les difficultés d'approvisionnement en matières premières (inexistence de ressources minières et forestières....) ;
- le manque d'organisation ;
- le manque de professionnalisme ;
- les problèmes de gestion ;
- le sous-équipement des acteurs du sous-secteur.

2-8. Commerce

La nouvelle politique de l'Etat en matière de commerce prône en effet le retrait des services publics de ce sous-secteur au profit des opérateurs privés et la levée de tous les obstacles au libre commerce. En l'absence de statistiques fiables, l'on retient que la région abrite 37 marchés dont 28 sont des Loumas ou marchés hebdomadaires.

L'approvisionnement des populations en denrées et autres produits est jugé satisfaisant. Il est fluide jusque dans le milieu rural.

La ville de Touba, en raison de son expansion fulgurante, constitue un important levier du commerce régional. Le volume monétaire et le nombre de personnes mobilisés par le sous-secteur fait du commerce un créneau très porteur et générateur de beaucoup d'emplois.

D'une manière générale, les contraintes du sous-secteur se résument à :

- l'inorganisation des circuits de distribution ;

- l'absence de comptabilité ;
- la difficulté d'accès au crédit bancaire ;
- l'exiguïté et la vétusté des marchés ;
- l'insécurité et le manque d'hygiène dans les marchés.

2.9. Transports et Télécommunications

2.9.1 Transports

2.9.1.1- Transports Terrestres :

L'évaluation, faite en 1991, a estimé à 5.989 le nombre de conducteurs de véhicules et machines modernes dont 5.843 officient dans l'Informel soit 97,56 %. A cette période, le parc automobile de la région comptait :

- 135 taxis privés ;
- 109 minicars ou cars
- 162 camionnettes de transport à 14 places ;
- un nombre important de voitures hippomobiles et de charrettes .

Les principales contraintes sont liées :

- au manque notoire d'organisation du transport informel ;
- à la cherté des pièces détachées ;
- à l'absence de réseau urbain de transport ;
- à l'absence de gare routière fonctionnelle dans la capitale régionale.

2-9-1.2- Transport ferroviaire :

La position centrale de la région en fait une zone carrefour. La région qui jadis était moyennement desservie par 110 km de voies métriques et 9 gares ne connaît pas aujourd'hui le niveau de développement que lui offre sa situation.

L'embranchement « Diourbel-Touba » long de 47 km constitue une particularité pour la région présentement, ce tronçon n'est fréquenté que pendant le Magal.

Il faut noter que hormis la ligne internationale Dakar-Bamako, le trafic ferroviaire ne marche que rarement sur l'axe Dakar-Kaolack et vice-versa (marchandises).

Ressources et Potentialités

Elles sont globalement constituées par les différents trafics favorisés par la position stratégique privilégiée de la région en eau du bassin arachidier :

- 1- Trafic national : composé du trafic voyageur. Le trafic national représente 30 % des recettes
- 2- Trafic international beaucoup plus dynamique constitue les 70 % des recettes.

La gare de Diourbel réceptacle de toute la région recèle d'énormes potentialités.

La position économique de Touba et ses environs en fait un point déterminant en matière de trafic voyageur.

Qui connaît les « Baol-Baol » sait qu'ils sont grands immigrants et s'orientent souvent vers le Mali, le Côte d'Ivoire, le Burkina-Faso.

CONTRAINTES

- insuffisance du nombre de places
- vétuste des installations et des bâtiments
- inadaptation entre l'offre et la demande
- manque de sécurité au niveau des passages à niveau
- étroitesse de la gare de Diourbel.

2.9.2. - Télécommunications

La région compte cinq (05) bureaux de postes : Bambey, Diourbel, Mbacké, Touba et Ndoulo. Elle dispose d'un réseau assez moderne et des plus performants depuis 1985 ; date d'achèvement du projet d'automatisation du Téléphone. Avec trois (03) centraux téléphoniques,

le parc de lignes principales était de 4.984 lignes dont 3.601 localisées dans le département de Mbacké soit 72,25 %. (Jan 97)

Le nombre de lignes télex est de six (06) dont cinq (05) à Diourbel. La téléphonie rurale se développe et le délai moyen de raccordement est d'environ 2 mois en (Décembre 1993).

La région est couverte par trois(03) stations :

- Dunya FM
- RTS
- Sud FM

Aux structures de presse étatique (**APS et Soleil**) sont venus s'ajouter des correspondants régionaux de certains organes privés les plus représentatifs.

Pour ce qui concerne les contraintes, la plus importante est relative à la couverture télévisuelle insatisfaisante, surtout en milieu rural.

2.10. Tourisme

La région de Diourbel peut se prévaloir d'une vocation touristique réelle. En effet, elle abrite de nombreux sites et monuments historiques.

La Ville Sainte de Touba et son grand Magal annuel font de la région un foyer religieux de dimension internationale.

Les infrastructures touristiques se résument à un seul hôtel (le Baobab) sis à Diourbel avec une capacité d'hébergement de dix (10) chambres.

Malgré l'importance de la demande potentielle, la capacité d'accueil des réceptifs touristiques de la région est considérablement réduite voire quasi nulle avec la fermeture de ces deux (02) sites.

2-11. Education et Formation

A la fin des années 70, la région ne comptait que 71 écoles dont six (06) fermées et 21 seulement à cycle complet contre trois (03) écoles en raison d'une par département. Le taux de scolarisation régional était de 13,4 % en 1978/79 contre 33,7 % pour le niveau national.

Evolution des effectifs (6-13 ans)

Années Sexes	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Garçons		21.969			27.281		
Filles		14.445			20.774		
Total		36.414	36.414	41.605	48.055	58.827	60.853

Situation des structures et effectifs scolaires en 97/98.

Niveaux	Circonscription	Etab.	Statut		Classes		Effectifs		
			public	privé	public	privé	G	F	Total
préscolaire	Bambey	02							
	Diourbel								
	Mbacké								
	Région								
Elémentaire	Bambey	84	82	02	330	12	10.305	7.629	17.934
	Diourbel	90	88	02	284	16	10.733	7.231	17.964
	Mbacké	47	50	03	227	24	6.243	5.914	12.157
	Région	221	214	07	794	52	27.287	20.774	48.055
Moyen	Diourbel	08	03	05	41	26	1896	891	2787
	Bambey	03	02	01	27	04	1123	446	1569
	Mbacké	03	01	02	23	08	1078	549	1627
	Région	14	06	08	91	38	4097	1886	5983
Secondaire	Diourbel	02	01	01	28	03	820	371	1191
	Bambey	01	01	-	16	-	469	152	601
	Mbacké	01	01	-	05	-	133	56	189
	Région	04	03	01	49	03	1422	559	1981
Professionnel	Diourbel	03	CRETF	-	08		-	103	103
			CIH		01		18	-	18
			CNFTMH		02		19	-	19
	Bambey	01	CETF		05			40	40
	Mbacké	02	CPAR		-		-	-	-
			CETF		06				47
	Région	06	6		22		37	190	227

NB :Compte non tenu de l'ENCR

La population scolaire était estimée à 56.019 élèves dont **41,4 %** de filles répartis entre le préscolaire, l'élémentaire et le moyen /secondaire en 1997. En 1999, elle est passée à 60.853 contre 58.827 élèves en 1997/98.

Même si les effectifs ont connu une augmentation assez significative, le taux de scolarisation est encore faible avec **34,06 %** en 1997/98. En 1998/99, le taux est à **36,15 %**.

Au total, le personnel enseignant est au nombre de 1.252 répartis entre le préscolaire (22), l'élémentaire (925), le moyen/secondaire (286) et le professionnel (19) en 1997/98.

ALPHABETISATION

Depuis son démarrage dans la région, elle a enregistré des résultats encourageants grâce à la mise en œuvre de plusieurs programmes dans le cadre du Plan décennal d'élimination de l'analphabétisme. Aujourd'hui, la région enregistre le taux d'analphabétisme le plus élevé du pays.

Les effectifs sont toujours marqués par une forte présence féminine (plus de 91 %). En 1999, la répartition des classes par département s'établit ainsi qu'il suit : 37 à Bambey, 35 à Diourbel et 28 à Mbacké. La région a abrité 25 classes de l'Ecole Communautaire de Base (ECB), 5 classes de l'UNICEF et deux (02) classes du CCF à Bambey. Avec le PADEN, l'expérimentation en direction des élus locaux est en phase terminale avec 10 classes pour le renforcement des capacités de gestion et du pilotage du développement à la base.

D'une manière générale, l'alphabetisation fonctionne assez bien dans la région malgré certaines contraintes liées à l'ensemble du système éducative et de formation.

En effet, les principales contraintes se résument :

- à l'insuffisance du personnel enseignant ; (sur les 104 maîtres demandés l'année dernière, seuls 23 des 536 sortants des EFI ont été affectés à la Région auxquels se sont ajoutés 7 du mouvement national) ;
- à la faible adhésion des populations dans certaines localités à fort potentiel de jeunes scolarisables ;
- à la mobilité des populations soumises à l'exode massif vers Touba ;
- au rejet de l'école dans certaines zones de l'arrondissement de Baba Garage ;
- à la marginalisation des jeunes filles ;
- à l'inadaptation des systèmes de formation ;
- à l'inadéquation entre les rythmes de construction de classes et de formation de maîtres ;
- à l'insuffisance des ressources financières et des matériels didactiques et logistiques ;
- aux disparités dans l'intervention des ONG ;

- au taux élevé d'analphabétisme des populations (83 %) et particulièrement des femmes (91 %).

ENSEIGNEMENT ARABE ET INSTRUCTION CORANIQUE

L'école arabe et les daaras ont connu un développement certains sous l'influence du mouridisme. De toute évidence, cet enseignement a un impact réel sur le comportement de certaines populations et dans certaines zones. En effet, cet enseignement arabe et coranique a beaucoup contribué à la faiblesse des taux de scolarisation dans la région.

En 1979, le département de Mbacké comptait à lui seul quelque 213 daaras pour 8.189 talibés contre 2.033 élèves seulement dans l'élémentaire. En 1995, le nombre des daaras est passé à 239 pour 19.875 talibés.

Au total, la région compte un effectif de plus de 24.378 talibés recensés dans 295 daaras dont deux (02) seuls (900 talibés) sont bénéficiaires de l'appui de l'UNICEF et de l'Etat en 1997.

Il s'agissait des daaras de **Serigne Mbaye CISSE** à Diourbel (800 talibés) et de **Ndèye Jirim** à Ndoulo (100 talibés).

Pour l'enseignement arabe, l'enseignement moyen/secondaire est assuré par quatre (04) principaux centres :

- l'Institut d'Etudes Islamiques de Diourbel ;
- l'Institut AL AZHAR de Ndamé à Mbacké ;
- l'Annexe de l'Institut d'Etudes Islamiques à Touba ;
- l'Annexe de l'Institut AL AZHAR à Bambey.

Pour l'enseignement supérieur, Touba s'est dotée d'une Université Islamique avec un internat d'une capacité d'accueil de 3.000 étudiants sur financement propre de la Communauté mouride.

Les contraintes au développement de ce type d'enseignement sont liées :

- aux difficultés de conditions de vie des talibés souvent exposés à la mendicité, à la malnutrition et aux maladies parasitaires ;
- à l'inadéquation des structures d'accueil ;
- à l'inorganisation notoire du sous-secteur.

2-12- Santé et Action Sociale

La région de Diourbel est constituée de quatre (04) districts sanitaires : Diourbel, Bambey, Mbacké et Touba.

Situation des infrastructures (Juillet 1997)

Désignation	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba	Ensemble
Pharmacies	03	05	03	05	17
Hôpital	00	01	00	00	01
Centres de Santé	01	01	01	01	04
Maternités urbaines	01	06	02	08	17
Maternités rurales	20	11	12	02	45
PMI	01	01	01	01	04
Cases de Santé	27	05	15	00	47
Grandes Endémies	00	01	00	00	01
Cabinets Médicaux	00	02	01	05	08
Postes de Santé Urbains	01	07	04	08	20
Postes de Santé Ruraux	17	11	09	05	42
Dispensaires Entreprises	02	04	00	00	06
Infirmeries privées	01	08	05	08	22
Service d'hygiène	01	01	01	01	04
CRAS (ex CPRS)	01	01	01	01	04
Dépôts Communautaires	20	19	14	14	67

Situation du personnel soignant de la Région (1997)

Personnel structures	IE+AS		Médecin.		Pharm.		Churidentiste		Ass.Soc Aid soc		SFE		T S S	Aid inf	Ag ad	Chef	TGS	AAH	Sec	ASA	Mat ro
	Pu	Pri	Pu	Pri	Pu	Pri	Pu	Pri	Pu	pri	Pu	pri									
Bambey	20	01	01	00	00	03	00	00	02	00	03	00	1	02	00	00	02	07	00	20	18
Diourbel	21	09	01	03	00	06	00	00	01	01	05	01	1	01	00	01	03	02	00	22	47
Mbacké	15	05	01	01	00	03	00	00	04	00	03	00	2	02	00	00	02	06	00	33	20
Touba	23	22	01	04	00	05	00	01	01	00	10	01	3	01	02	00	02	02	00	17	48
Hôp. Région	18	00	07	00	01	00	01	00	04	00	05	00	4	04	04	02	01	01	00	40	03
S.R.M	03	00	01	00	00	00	00	00	02	00	00	00	3	01	01	00	07	11	00	05	00
Total Secteur	100	37	12	08	01	17	01	01	14	01	26	02	14	11	00	01	17	29	00	137	136
Total Général	137		20		18		02		14		28		14	11	07	03	17	29	00	137	136

Source : Rapport introductif RM au CR. Juillet 1997

Le nombre d'infrastructures sanitaires est encore insuffisant par rapport à la population de la région. En 1997, le ratio de postes de santé (1 poste de santé/14.268 hts) se situait au dessus de la norme recommandée par l'OMS (1 poste de santé/10.000 hts). La communauté de Dalla Ngabou ne disposant pas de poste de santé. Certains postes de santé polarisent plus de 50.000 hts dans le district de Touba.

Pour les postes de santé, le ratio est de 221.151 hts contre 150.000 hts par centre de santé.

La capacité d'accueil de l'hôpital régional est de 190 lits. Les services de la médecine, de la pédiatrie et de la chirurgie ne disposent que de 120 lits d'hospitalisation.

Le personnel est jugé insuffisant aussi bien quantitativement que qualitativement. Le taux de couverture en personnel de santé serait de 01 médecin/73.717 ; 01 SFE/7.833 FAR (Femme à Risques).

LA PARTICIPATION DES POPULATIONS ET DES COLLECTIVITES LOCALES

A côté du budget de l'Etat qui a connu une augmentation assez substantielle durant ces dernières années, les efforts consentis par les populations sont considérables.

En effet, la participation des populations à l'effort de santé s'est accrue depuis 1991 grâce au recouvrement des coûts à travers l'Initiative de Bamako (IB). Les sommes recouvrées ont été au moins multipliées par cinq et tournent autour de 200 millions pour toute la région. Leur participation peut positivement s'apprécier à travers le recrutement de 05 médecins parmi la douzaine existante en 1997.

Bilan de la vente des tickets et médicaments

Structures	Participation de la population		
	Vente de tickets	Vente de médicaments	Ensemble
Hôpital Régional			106.439.710
District Bambey			43.100.910
District Diourbel	10.310.574	26.511.805	36.822.379
District Mbacké	11.236.805	38.099.920	49.336.725
District Touba	29.262.405	34.863.662	64.126.067
Ensemble Régional	50.809.784	99.475.387	299.825.791

Source : SRPS/1997

En matière de Santé de la Reproduction et de la Planification Familiale (SR/PF), le taux moyen de couverture – toutes méthodes confondues – tourne autour de **3 %**. Les consultations prénatales étaient estimées en 1996 à 23.495 CPN1, 15.047 CPN2 et 9.309 CPN3.

Le taux de malnutrition modérée est de **21 %** pour l'ensemble de la région. Au niveau départemental, il est de **17,7 %** à Bambey, **24 %** à Diourbel et **22,7 %** à Mbacké. La malnutrition sévère est de **7 %** au niveau régional en moyenne contre **1,4 %** à Mbacké : **3,2 %** à Bambey et **18 %** Diourbel.

Dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, cinq centres pilotes de nutrition communautaire ont été implantés dans le quartier de Keur Cheikh Ibra FALL à Diourbel touchant environ 1.597 personnes soit un taux de couverture de **68 %** de la population cible : enfants de moins de 3 ans et les femmes enceintes ou allaitantes.

Pour ce qui concerne les collectivités locales, leur participation à la prise en charge de la santé était évaluée à quelque 11.494.840 FCFA dans les budgets prévisionnels de 1997.

Les réalisations se chiffraient à 93.835.873 francs soit un taux d'exécution de **81.6 %** selon le bilan des ICL/97/SRP.Dbl.

Malgré tous ces résultats probants, le sous-secteur est confronté à d'énormes difficultés notamment :

- l'insuffisance des ressources financières ;
- l'insuffisance du personnel soignant ;
- l'insuffisance dans la prise en charge des malades graves dans les centres de référence du fait de la faiblesse du plateau technique ;
- le niveau élevé d'analphabétisme des populations ;
- les taux élevés de malnutrition ;
- les risques potentiellement forts de propagation des MST et du SIDA ;
- le faible taux d'adhésion des hommes à la planification familiale ;
- les difficultés d'accès aux prestations de soins cliniques ;
- l'insuffisance des moyens de l'IEC en matière de santé (EPS).

2-13- Habitat et Cadre de Vie

Les Communes de Diourbel, Bambey et Mbacké totalisent 180 logements HLM sur un ensemble de 200 au niveau de l'habitat planifié dans la région.

Ces logements sont inégalement répartis avec **146 unités** pour trois (**03**) cités à Diourbel, seize (**16**) à Bambey et dix-huit (**18**) à Mbacké. Le reste est constitué de six (**06**) logements municipaux à Bambey, quatre (**04**) logements de type rural à Lagnar à l'actif de l'OHLM et dix (**10**) logements à Touba.

D'après les résultats du Recensement de 1988, les caractéristiques principales de l'habitat tenaient à son type essentiellement rural. En effet, **55%** des maisons de la région ont des murs en pailles ou en tiges contre **32 %** en ciment, la plupart concentrées en milieu urbain.

Concernant le cadre de vie, les éléments d'appréciation de la situation portent sur l'approvisionnement en eau, le mode d'éclairage et les types d'aisance.

Selon la même source (RGPH/88), **51 %** des ménages ordinaires de la région sont alimentés en eau courante (Robinet intérieur ou extérieur), **40 %** s'alimentent à partir de puits à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison et **9 %** à partir des forages et autres sources.

En matière d'éclairage, environ **11 %** ont accès au courant électrique. L'écrasante majorité (**79 %**) a recours surtout à la lampe à pétrole et dans une moindre mesure à la bougie (**4 %**) et au bois de chauffe (**2,5 %**), les autres représentent **3,5 %**.

LES CONTRAINTES

- les difficultés liées à l'application du Plan Directeur d'Urbanisme à Diourbel surtout ;
- l'état de vétusté avancé des immeubles administratifs au nombre de 36 ;
- les problèmes d'entretien des immeubles conventionnés (66) ;
- l'insuffisance et la mauvaise répartition des infrastructures et équipements urbains ;
- le déplacement de certains établissements humains de la région au profit de Touba qui connaît d'énormes problèmes d'urbanisation ;
- le non respect par les populations des règles élémentaires pour la construction ;
- le manque notoire d'espaces verts ;
- l'inexistence de réseaux d'évacuation des eaux usées et de pluies qui stagnent partout ;
- l'insuffisance de moyens de collecte et d'évacuation des ordures ménagères ;
- les lenteurs procédurières dans l'approbation des P.D.U.

2-14- Jeunesse et Sports

La population jeune de la région est estimée à 52 % de l'ensemble régional soit 455.141 individus. Ces jeunes, comme partout ailleurs, sont préoccupés par la formation et l'insertion socio-économique. Organisés en associations et mouvements de jeunesse, ils mènent des activités sportives, culturelles, socio-éducatives et de développement avec le concours de l'encadrement technique. La région en compterait plus d'une centaine avec 42 à Diourbel, 58 à Bambey et 12 à Mbacké en 1997.

• Situation des infrastructures et équipements

La région est pourvue de :

- un stade omnisports d'une capacité de 3.000 places avec tribune couverte à Diourbel ;
- un stade à Bambey ;
- un stadium à Diourbel ;
- deux terrains clôturés à Mbacké ;
- 31 foyers ruraux de jeunes dans les Communautés rurales.

A cela s'ajoutent de petits complexes sportifs notamment :

- le terrain de basket-ball de l'école régionale à Diourbel
- les terrains de football (**ENR-ENCR de Bambey**) ;
- l'hypodrome municipal de Diourbel et celui de Mbacké ;
- de nombreuses arènes de lutte traditionnelle dans toutes les municipalités et dans le milieu rural.

Les Contraintes

- l'absence d'infrastructures socio-éducatives (foyers de jeunes et de bibliothèques fonctionnels)
- l'insuffisance du matériel didactique et logistique ,
- le Chômage des jeunes ;
- les difficultés d'insertion socio-économique des jeunes ;
- les difficultés d'accès au crédit.

2-15- Culture et Loisirs

Dans le cadre de la coopération sino-sénégalaise, la région de Diourbel fortement caractérisée par sa pauvreté en infrastructures culturelles est dotée d'un centre culturel fonctionnel. Il est composé d'une salle polyvalente de spectacles, d'une galerie d'exposition, d'une bibliothèque publique, d'un petit théâtre de verdure.

Sur le plan artistique et musical, la région recèle d'énormes talents.

En effet, la région est riche en potentialités culturelles. On peut y rencontrer plusieurs sites historiques suivant les anciennes cités du grand Baol. Entre autre, on notera pour illustrations :

- la grande Mosquée de Touba ;
- le grand Mausolée de Cheikh Ahmadou BAMBA ;
- la grande bibliothèque capable d'accueillir 200.000 ouvrages ;
- le « **Ndiguel** » ou baobab historique ;
- les canaris fétiches ou « **khambes** » de Siré DIAGNE à Lagnar.

Hélas pour des contraintes de tous ordres, ces potentialités ne sont exploitées au plan culturel, ni au plan touristique pour faire de la région un site d'étapes entre les axes Nord-Ouest et Sud-Est du pays.

2-16-Secteur Informel

Le secteur informel ou économie populaire peut être défini comme l'ensemble des petits métiers et activités de production, de transformation, de transport, de commerce et de prestations de services qui évoluent en marge du secteur moderne, ne tiennent pas une comptabilité et n'entretiennent pas des relations régulières avec les administrations fiscales et sociales.

Il se caractérise particulièrement par son dynamisme extraordinaire et sa grande capacité d'accueil de main d'œuvre. C'est l'un des plus grands pourvoyeurs d'emplois. En 1990/91, le nombre d'individus évoluant dans ce cadre était évalué à quelque 32.000 dans la région.

Assurément, le secteur informel a joué un rôle important de régulateur des tensions sociales pendant la période difficile d'ajustement en accueillant la quasi-totalité des déflatés du secteur moderne.

En effet, les Baol-Baol sont bien connus pour leur esprit entrepreneurial. Imbus de la philosophie mouride véhiculant la trilogie^o prière, discipline et travail, ils ont investi tous les secteurs d'activités en particulier le secteur informel où les exemples de réussite^o et économique forcent l'admiration pour ceux-là plus connus sous l'appellation de « Modou-Modou ».

Bien des études ont montré que près de 60 % des opérateurs économiques du pays sont originaires de la région de Diourbel.

III - PAUVRETE

Profil et ampleur de la pauvreté :

Entendons-nous d'abord sur le concept avant d'aborder cette question sensible. Au Sénégal, le concept de la pauvreté recouvre l'ensemble des privations qui affectent un être humain et surtout en rapport avec le revenu et l'accès aux services nécessaires pour le bien-être.

Dans la région de Diourbel, à l'instar des autres régions du pays, la pauvreté est un phénomène essentiellement rural et à visage de plus en plus féminin. En effet, **93 %** des ménages pauvres vivent en milieu rural contre près de **8 %** en milieu urbain.

Après les régions de Dakar (**12,5 %**) et Saint-Louis (**13.5 %**), Diourbel est la troisième région la moins pauvre avec un taux de prévalence de la pauvreté de **19 %** selon les résultats de l'Enquête Sur les Priorités (ESP1).

L'analyse par département administratif fait apparaître une variance encore plus forte avec un niveau record à Kédougou (**80 %**) contre un minimum à Mbacké (**6.5 %**).

En effet, la pauvreté touche d'abord les enfants et se manifeste par leur malnutrition. Les résultats de l'Evaluation des Objectifs Intermédiaires (EOI) le confirment sans équivoque. Ils ont montré une forte prévalence de retard de croissance (**29 %**) et d'insuffisance pondérale (**70 %**) chez les enfants ciblés.

En effet, l'unique céréale produite localement, le mil, est essentiellement auto consommée, puisque la commercialisation n'excède pas **6 à 7 %**. L'arachide, la principale culture de rente, est commercialisée à **47 %** et constitue la principale source de revenus monétaires des ménages avec **80 %** contre **8 %** pour le mil.

CONCLUSION :

Cette brève présentation panoramique de la situation économique et sociale de la région à travers les principaux sous-secteurs d'activités se veut simplement un matériau de base pour les travaux en sous-commissions. A cet effet, il est donc perfectible et appelle des améliorations en vue de permettre au Conseil Régional de disposer de tous les éclairages nécessaires dans la formulation de stratégies viables de développement pour améliorer les conditions de vie des populations . / .